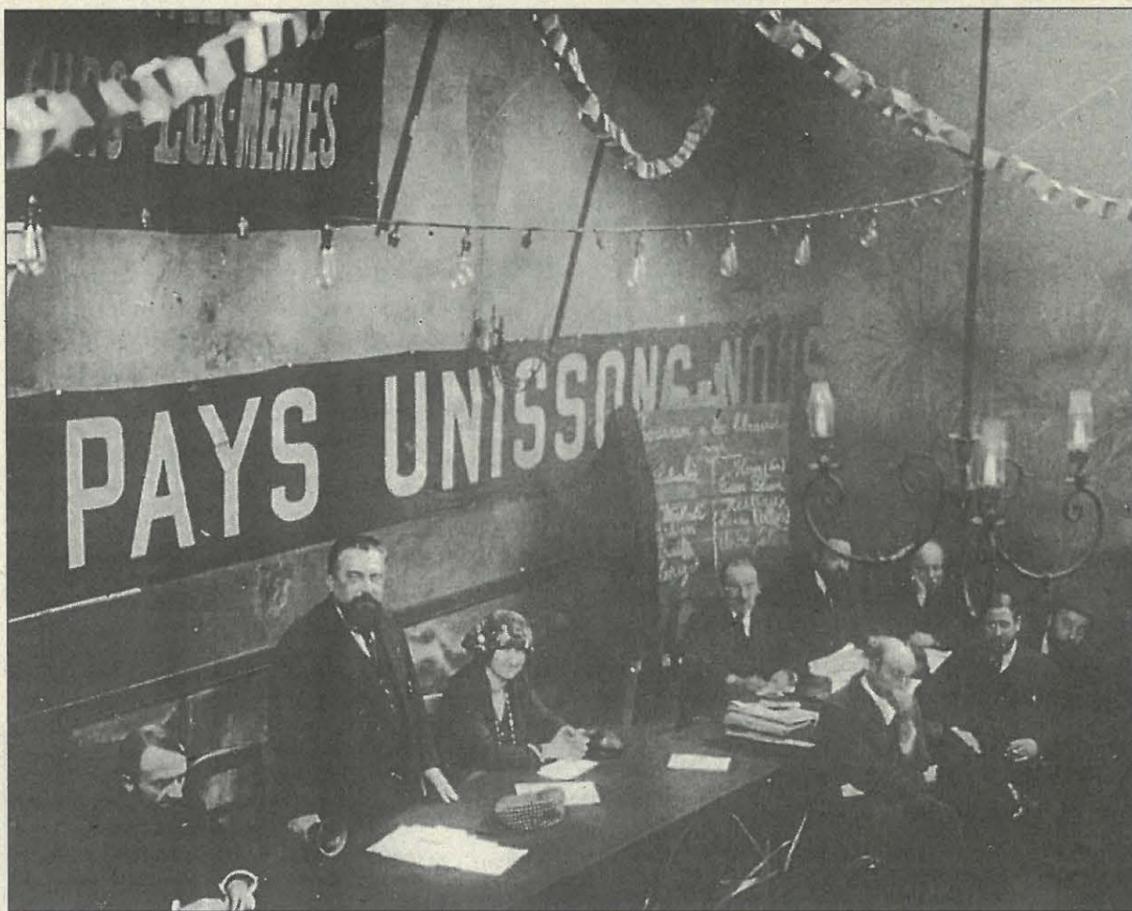


Les Nouvelles

Bi-Mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 715 - 20 Décembre 2000 - Prix 2,50 F

de Loire Atlantique



Il y a 80 ans à Tours,
naissait
le Parti Communiste
Français.
Page 6



L'Erika, un an après : Jean-Jacques Denin, Secrétaire de la section de Saint-Nazaire du Parti Communiste, a bien voulu, avec nous, faire le point de ce dossier. A lire en page 4.

Reprendre l'initiative

Les Français demeurent insatisfaits. C'est ce que montrent toutes les enquêtes d'opinion. «Ils ont le sentiment qu'on ne répond pas assez à leurs attentes, qu'on laisse à l'écart des choix effectués, estime Robert Hue. La gauche plurielle ne gagnera pas si elle ne reprend pas l'initiative, avec eux et pour eux». Les Françaises et les Français constatent qu'à l'heure de la croissance, ce sont les profits qui explosent alors que ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, ne reçoivent que des miettes. Les chiffres de l'emploi s'améliorent mais les plans sociaux continuent, la précarité progresse.

«Si la gauche ne corrige pas le tir, elle va dans le mur», déclarait Robert Hue, courant septembre, en proposant un sommet des partis de gauche. Cette rencontre a eu lieu le 7 novembre. Non sans mal et en grande partie grâce à l'intervention citoyenne.

Un certain nombre de décisions ont été prises, en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de démocratie notamment, orientations qui impliquent une inflexion nette, à gauche, de la politique du gouvernement. «Pour l'instant, on en est au point mort. Le Premier ministre tient exactement le même discours aujourd'hui qu'avant le sommet» observe Robert Hue. Bien plus : des faits nouveaux suscitent l'inquiétude, comme la question de l'inversion du calendrier électoral pour 2002.

La gauche ne gagnera que si elle sait créer une dynamique majoritaire de rassemblement des forces sociales que sont les salariés, les précaires, les privés d'emploi, les retraités. Elle ne réussira que si elle fait ce qu'elle a dit lors de son sommet de novembre, si elle favorise le débat et l'intervention des citoyens dans l'élaboration des décisions.

Répondre aux attentes populaires, c'est à cela que le Parti communiste français entend s'employer dans la prochaine période.

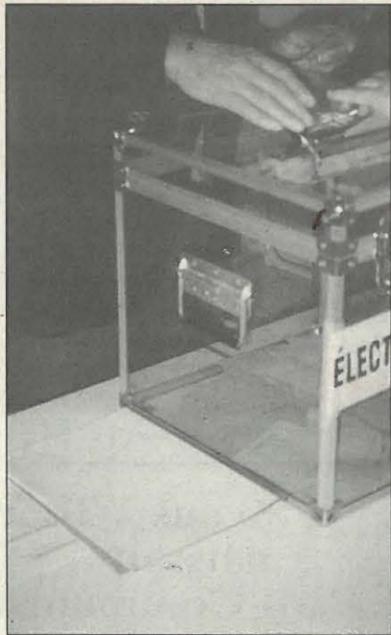
14 925

A quelques semaines des élections municipales, les discussions vont bon train dans les 36 000 communes françaises pour mettre la dernière main à la confection des listes. Au fait, saviez-vous que 14 925 communistes siègent dans les conseils municipaux ?
Page 2.

Joyeuses

fêtes

de fin d'année



11 et 18 mars 2001

Elections Cantonales et Municipales

Cantonales : les Communistes désignent leurs candidats

ECHOS DE CAMPAGNE

SAINT-NAZAIRE : Quatre dîners-débat sur le thème «construire ensemble un projet municipal» :

Août 2000 – Quartier de la Chesnaie

Commencer la campagne électorale en plein mois d'août, avec l'ambition d'élaborer un programme avec le plus grand nombre, représentait un pari audacieux.

Début timide, mais prometteur ; quatre personnes, en majorité des adhérents du PCF, répondent «présents» à cet appel du Comité de section pour partager un repas moules/frites au modique prix de 25 F et débattre des affaires locales.

Une idée forte se fraye un chemin dans la discussion : obtenir la gratuité des transports des collégiens et des lycéens.

Octobre 2000 – Quartier Penhouët

Menu : saladeries diverses / fromages / pâtisserie (toujours 25 F)

Présence de près de cinquante personnes (adhérents et non adhérents) qui débattent de la sécurité piétonne et routière dans la ville, parcours du combattant que connaissent dans ce quartier ancien les personnes à mobilité réduite.

Fin de réunion sur l'air du «chiffon rouge».

1^{er} novembre 2000 – Quartier Avalix

Un repas exotique, copié sur la gastronomie inventive des esclaves antillais, fait le bonheur de cinquante participants, dont 20 non adhérents au PCF.

Le débat prend une nouvelle tournure : salaires, SMIC, minima sociaux, problèmes de la vie dans les grands ensembles, impôts locaux.

Faire plus et mieux contribuer les entreprises locales au financement des activités humaines dans la ville. Les actionnaires du chantier naval ont dû entendre leurs oreilles siffler.

Prochain repas-débat – Quartier de l'Immaculée

Pour ce quartier, sis dans le canton centre «renouvelable», qui connaît un développement immobilier important, une forte vie associative, un débat citoyen n'est pas superflu et peut connaître un franc succès.

EN RESUME

Pari en passe d'être gagné et un enseignement : le chemin qui mène à une nouvelle démocratie, toujours plus participative, ne se décrète pas. Il y a besoin d'expérimentation et d'opiniâtreté de ceux qui veulent aider les gens à peser sur le cours des choses.

► Canton de Nantes 6



Delphine Bouffenie.

28 ans, mère de famille, Delphine est étudiante. Surveillante de lycée, elle est d'autre part engagée dans le syndicalisme enseignant. Elue lors de la dernière conférence fédérale, Delphine est membre de la direction de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste. Elle sera sur ce canton de Nantes, la candidate communiste à l'élection du 11 mars 2001.

► Canton de Saint-Herblain Ouest-Indre

Serge Plissonneau.

Adjoint au sport à la mairie de Saint-Herblain, Serge Plissonneau, 52 ans, métallurgiste de profession sera le candidat du Parti communiste sur le canton de Saint-Herblain-Indre.

Déjà candidat en 1994, Serge avait obtenu près de 8% des voix lors du 1^{er} tour. Il animera une nouvelle fois une campagne marquée par la nécessité d'un vote à gauche sur ce canton le 11 mars prochain.



► Canton de La Chapelle sur Erdre



Josette Boursicot

Retraitée de France Télécom, Josette Boursicot est connue et appréciée sur ce canton où elle exerce déjà des responsabilités en tant que subdéléguée à l'action sociale sur la commune de La Chapelle sur Erdre. Elue municipale, elle se propose de mettre au service de la population son expérience dans un domaine aussi vaste et important que l'action sociale pour lequel le Conseil général a de larges compétences.

FAIRE RECULER LES INEGALITES A L'ECOLE

**FORUM-
DEBAT
PUBLIC
JEUDI
18
JANVIER
2001**

A partir
de 18h 30
Salle
de Conférence
Manufacture
des Tabacs
Boulevard
Stalingrad
à Nantes

Le collectif-réseau sur la transformation progressiste de l'école lance une série de rencontres sur un thème qui touche au cœur des préoccupations des communistes : la lutte contre les inégalités à l'école. Le forum-débat du 18 janvier engagera la

réflexion sur la mesure d'un problème que chacun, (personnels de l'éducation, parents, jeunes, chercheurs, militants), peut vivre au quotidien : Tous les jeunes ont-ils les mêmes chances d'accès aux études ? Toutes les filières sont-elles équivalentes ? Quelle

est la nature des difficultés rencontrées par les élèves ?

Il s'agit de relier ces expériences locales à une réflexion plus globale sur la signification et les conséquences de ces inégalités, en s'appuyant éventuellement sur les recherches et les analyses déjà menées : L'échec scolaire et l'illettrisme sont-ils compatibles avec un système politique démocratique ? Quels sont les liens entre les diplômes obtenus et la réussite sociale ? L'investissement dans la formation et la lutte contre les inégalités permettront-ils de résorber efficacement le chômage et de développer les emplois qualifiés qui manquent à notre économie ? L'école peut-elle permettre de réduire les inégalités qui existent dans la société ?

Il faut aussi comprendre les causes qui font que tous les jeunes n'ont pas les mêmes chances d'accès aux diplômes et aux positions sociales : Faut-il se contenter de pointer du doigt les inégalités initiales des

élèves, en termes de revenus ou de connaissances, pour comprendre l'insuffisante démocratisation de l'école ? Il faut sans doute aussi chercher à comprendre les manques et les manquements du système scolaire (en termes de moyens mais aussi de méthodes d'enseignement, d'encadrement, de suivi, d'orientation des élèves...). Le forum-débat du 18 janvier devra ainsi formuler des propositions pour démocratiser l'école.

Ce programme ambitieux s'inscrit dans le long terme. La diversité des approches est fondamentale pour vivifier et faire réellement progresser l'école vers plus de démocratie et de justice. C'est pourquoi notre collectif invite largement.

Des participations sont d'ores et déjà prévues :
a - **Des chercheurs** : Pierre CAM, Sciences de l'Éducation, Faculté de Nantes (sur la hiérarchie des filières en lycée) ; André MAURICE, groupe de recherche sur la filière ES ; Michel BREUT,

IUFM (qui travaille sur l'acquisition des connaissances).

b - **Des intervenants sociaux ou d'orientation** : Claudine MOREL, assistante sociale (en milieu rural) ; Patricia MORNIERE, conseillère d'orientation (en milieu urbain).

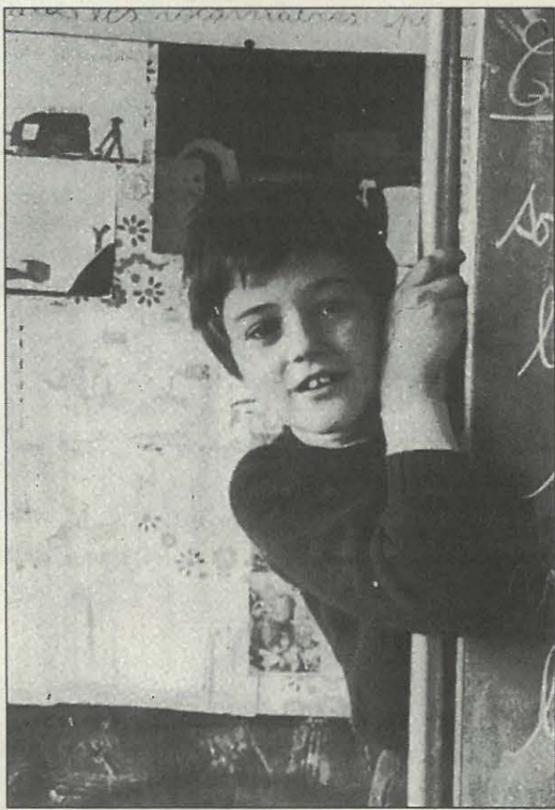
c - **Des syndicalistes enseignants** : Pierre RAYNAUD (FSU) ; Didier HUDE FSU (sous réserve).

D'autres peuvent être sollicités.

d - **Des enseignant(e)s à divers niveaux** : Catherine GRAVOILLE (intervention sur la scolarisation des moins de 2 ans) ; Ariane HENRY (professeur de SES en lycée) ; Patrick JOUAN (PRAG de Mathématiques en collège) ; Michel GOUTY.

e - **Les membres du collectif départemental PCF-44** : Roger PERROT, Jean CESBRON et J-Yves MARTIN (PRAG d'histoire géographique, formateur IUFM).

Pour le collectif départemental du PCF 44, Ariane HENRY



J'étais à Nice le 6 décembre dernier

Bien sûr, le débat sur ce que représente la notion de droits fondamentaux au niveau européen me sensibilise comme beaucoup de gens.

Ainsi, il m'est apparu naturel de répondre favorablement à la proposition qui m'a été faite de me joindre à la manifestation de Nice, le 6 décembre dernier. De la même façon que bon nombre de personnes, consacrer une journée et un peu plus de deux nuits dans un acte militant pose des problèmes. Mais bon, de temps en temps, il faut savoir composer et mériter ce titre de militant...

Le départ de Nantes autour de 18h30, le mardi 5 décembre, se

déroula sans problème, le temps de retrouver quelques copains, s'assurer qu'un tel avait le pain, l'autre le pâté et... et moi les boissons, le TGV partait pour la gare Montparnasse. Le transit vers la gare de Lyon fut aussi passionnant que peut l'être la visite du métro.

Arrivés en gare de Lyon, quelques échauffourées, des personnes liées aux mouvements d'extrême gauche, exigeaient de prendre gratuitement le train affrété par la CGT. Les CRS étaient en nombre, et comme chacun le sait, toujours aussi conciliants...

Solidaires ou non, efficaces ou pas, le fait est

que ceux qui avaient une réservation, en clair ceux qui relevaient de structures organisées, purent passer et ceux qui étaient venus au petit bonheur la chance, restèrent en majorité sur le quai.

De la gare de Lyon à celle de Nice, le voyage se résume en discussions, casse-croûtes, tintements de timbale (plastique !), chansons, rires, ronflements et bâillements le matin en arrivant vers Marseille. En arrivant en gare de Nice, le ton était donné, beaucoup de drapeaux rouges, trompettes et autres sifflets. Partout, de la musique et des sourires. Nice était devenue internationale. Espagnols, Portugais, Italiens, Allemands,

Belges, etc, tous nous étions venus avec notre identité, revendiquer que chacune soit respectée et que tous, femmes et hommes, devions bénéficier des mêmes droits égalisés par le haut.

La Commission euro-

La manifestation fut énorme, colorée, joyeuse et haute en couleur, même si la tendance du jour était au rouge. Les Nantais durent attendre le milieu de l'après-midi avant de pouvoir enfin avancer.

Le soir, éreintés, retour

EUROPE
les citoyens interviennent

**Manifestation
6 décembre, Nice**

peenne des syndicats européens attendait 70 000 personnes, nous fûmes plus de 100 000.

en train. Les ronflements furent moins longs au retour à se faire entendre.

Arrivés à Nantes le jeudi 7 à 11h. Un petit coup au bistrot chez Denis avant de se quitter. Retour au bercail avec le sentiment confirmé par la presse d'une journée réussie et en tout cas utile.

C'est clair, la première manifestation de cette ampleur contre l'ordre capitaliste européen laisse beaucoup d'espoir à ceux qui veulent se mêler de leurs affaires et beaucoup d'inquiétude à ceux qui conspirent contre les peuples.

La contestation, force de proposition a marqué un point. Il ne s'agit pas de lever le pied. Prochaine manif à Oslo ?

Jacques Davy

MARÉE NOIRE :

1 an après

Continuer à agir pour la sécurité maritime et pour la protection du littoral en Europe

Un an après le naufrage du pétrolier «Erika» et la pollution qui a souillé le littoral atlantique sur plus de 400 kilomètres, le naufrage du «Levoli Sun» au large de l'île anglo-normande d'Aurigny pose la question de l'urgence de l'application de mesures visant à la sécurité du transport maritime de substances dangereuses. L'opinion publique et les professionnels de la mer attendent maintenant une offensive des représentants de la France dans les assemblées internationales comme l'OMI (Organisation Maritime Internationale), l'ONU et l'Union Européenne.

Trente cinq propositions pour un mémorandum

La marée noire de l'Erika oblige à tirer les conséquences des logiques de concurren-

ce sauvage dans le transport maritime qui est en plein développement. Si à la fin des années soixante, un milliard de tonnes de marchandises transitait par an sur les océans, aujourd'hui les 5 milliards sont dépassés. Les questions de la sécurité des hommes et du littoral supposent d'imposer des dispositions contraignantes pour les armateurs et les affréteurs par l'ensemble des pays européens. Celles déjà prises par la France sur l'initiative de Jean-Claude Gayssot ont valeur d'exemple, mais risquent d'être inefficaces si les autres pays ne suivent pas.

L'opinion publique, les professionnels de la mer, peuvent contribuer à ces exigences.

A titre d'exemple, le dégazage des navires en pleine mer (tous

rejets confondus : fuel de propulsion et résidus d'hydrocarbures transportés) fait plus de dégâts qu'une marée noire : ainsi en Mer du Nord, on totalise un million de tonnes de rejets ; en Méditerranée, huit cent mille tonnes. En comparaison, l'Amoco Cadiz avait déversé deux cent mille tonnes sur les côtes bretonnes en 1978 et l'Erika vingt mille tonnes.

Notre Parti, après de nombreuses consultations de personnes ayant des compétences en matière de transport maritime a élaboré un mémorandum en trente cinq propositions déjà présenté à la Commission européenne et au Ministre français des Transports. (Nous tenons à la disposition des lecteurs, ce mémorandum, en faire la demande auprès de la Fédération ou de la section de Saint-Nazaire)

Construire le 3 E

Parmi les points abordés dans ce document figure, en bonne place, une disposition qui valide la pétition des militants de la région nazairienne pour obtenir la construction du pétrolier dit 3 E (Ecologique-Economique-Européen).

«Reprendre le projet européen 3 E, de construction de pétroliers qui a été initié au début des années 90 par les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire et dont le concept réduit de 90% le risque d'écoulement d'hydrocarbures en cas d'accident».

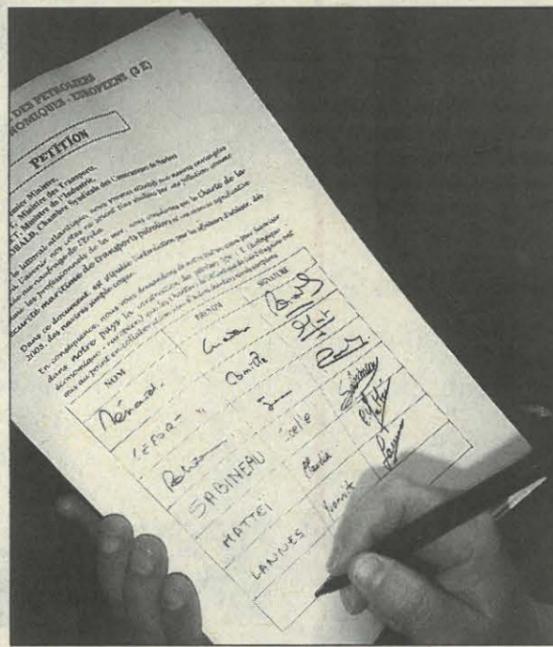
Samedi 16 décembre dernier, c'est à Saint-Nazaire que le Parti a mis sur cale un groupe de travail national pour la construction du 3 E en France. Un calendrier

de rencontres avec les décideurs en position de pouvoir agir pour la mise en œuvre de ce type de navire a été précisé.

Les militants mesurent aujourd'hui la justesse de leur combat pour l'emploi et la sécurité du littoral qu'ils ont engagé avec

les 13 000 signatures recueillies dans la région nazairienne. Ils vont prendre de nouvelles dispositions pour obtenir des milliers d'autres signatures.

Pour la section de Saint-Nazaire
Jean-Jacques Denin



13 000 pétitions ont été recueillies en un an pour exiger la construction de navires double coque 3 E.

Dialogue communistes/chrétiens

Les deux soirées débats entre Communistes et Chrétiens se sont déroulées comme prévu l'une à Nantes le 5 décembre, l'autre à Trignac le 2 décembre.

A chacune de ces rencontres, une vingtaine de personnes y a participé, parmi lesquelles des non communistes (à Nantes 14 non communistes, à Trignac : 6)

Le bilan n'a pas encore été fait par le collectif ayant animé les deux soirées. Je me permettrai, en quelques mots, de donner mes propres impressions.

Les débats se sont déroulés d'une manière un peu différente. A Nantes le dialogue s'est engagé à partir des relations existant déjà dans la vie et l'action entre

Communistes et Chrétiens - et avec le souci de mieux se connaître pour mieux se comprendre. A Trignac, c'est à partir du cheminement de chacun dans le Parti ou dans l'Eglise que s'est instauré l'échange, en insistant plus sur l'identité communiste ou sur l'identité chrétienne.

L'une et l'autre démarche ont permis

de chercher des terrains où nous pourrions nous retrouver, de rechercher nos convergences, convergences sur l'humanisme.

Humanisme communiste et l'humanisme chrétien, 2 utopies qui motivent l'action des uns et des autres.

Ces deux soirées ont permis également de prouver que le dialogue est possible entre communistes et chrétiens dans le respect de nos différences. Elles ont suscité le désir d'aller plus loin dans la réflexion à

partir de certaines questions et interrogations.

Un souhait a été exprimé de continuer ce dialogue et de chercher ensemble la forme qu'il pourrait prendre. C'est dans ce sens que des participants communistes et non communistes se sont engagés à participer au collectif.

Au terme de chaque soirée, l'appel des 12 contre la torture en Algérie a été diffusé. Certains l'ont signé sur place, d'autres en ont pris un ou plusieurs exemplaires. C'est déjà un début d'action commune.

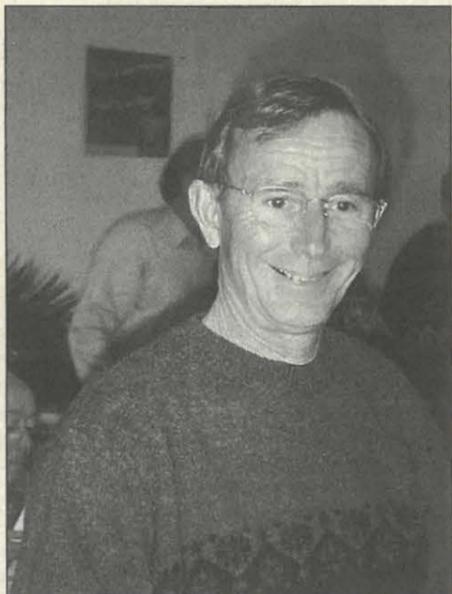
Vendredi 16 février 2001

Salons Mauduit à Nantes

Grand Banquet Public avec la présentation des candidats du Parti Communiste aux élections cantonales et municipales en Loire-Atlantique.

Retenez votre soirée, dès maintenant.

5 questions à Hubert Delahaie, trésorier fédéral



Depuis deux mois et demi, les Communistes de Loire-Atlantique discutent et donnent leur avis sur la création d'une Association départementale de financement du PCF en Loire-Atlantique. Au-delà d'une mise en conformité avec la loi, il s'agit d'une véritable révolution culturelle dans le financement, totalement en phase avec le 30^e Congrès et le nouveau projet communiste. Nous avons posé 5 questions au Trésorier fédéral à ce sujet.

■ **NLA** : Où en sommes-nous aujourd'hui de la création de l'ADF ?

Hubert Delahaie : A ce jour, toutes nos sections se sont réunies et ont donné leur avis. Chaque communiste a reçu un document rappelant les enjeux et un bulletin de vote. A ce jour, 353 communistes ont voté : 342 ont voté pour, 8 se sont prononcés contre et 3 se sont abstenus, donc un très large soutien des communistes à la démarche.

■ **NLA** : Qu'est-ce qui va changer pour les adhérents ?

Hubert Delahaie : L'Association devrait voir le jour

début janvier. Les adhérents continueront à recevoir leurs timbres et à payer leurs cotisations comme d'habitude. Mais ils pourront, s'ils le souhaitent, opter pour le prélèvement automatique de la cotisation. D'autre part, les cotisations payées par prélèvement ou par chèque donneront lieu à l'émission d'un reçu donnant droit à une réduction d'impôt. Exemple : 600 F de cotisations annuelles conduisent à 300 F de réduction d'impôt. C'est un argument solide pour payer son timbre au plus près du barème et payer tous ses timbres.

■ **NLA** : Et pour les Trésoriers, qu'est-ce qui va changer ?

Hubert Delahaie : Nos trésoriers continueront, comme par le passé, à faire leurs commandes de timbres, à encaisser les cotisations et à effectuer les versements correspondants. Mais, et ce sera le grand changement, ils devront verser la totalité des sommes perçues à l'ADF en individualisant toutes les sommes versées. Afin de faciliter ce travail, nous allons élaborer un bordereau de versement type. Le retour de la part des sections et cellules se fera au même rythme que les versements : chaque mois serait le mieux.

■ **NLA** : Et les indemnités d'élus ?

Hubert Delahaie : Nos élus verseront individuellement à l'ADF. Soulignons à ce sujet l'originalité des

communistes par rapport à l'argent versé par les élus. Il faut faire savoir aux gens que les élus communistes reversent à leur Parti, l'indemnité qu'ils perçoivent. A l'heure où on parle beaucoup d'identité communiste, voilà une démarche qui illustre fortement un aspect de notre identité communiste.

■ **NLA** : Et la transparence des finances du PCF ?

Hubert Delahaie : Eh bien justement, la mise en place de notre ADF va permettre une totale transparence. Tout d'abord pour les Communistes : toutes les recettes de la Fédération passeront obligatoirement par l'Association départementale de financement, comme tous les versements seront des versements individuels : cotisations, indemnités d'élus, souscriptions. Nous pourrions régulièrement informer les Communistes des flux financiers et de leur origine. De même, que nous pourrions faire partager à chacun les éléments du budget de la Fédération.

Mais aussi pour les gens qui s'interrogent fortement sur le financement des partis politiques. Donner à voir aux gens ce que sont nos finances, leurs origines et leur utilisation est une authentique question politique. A cet égard, la souscription que nous lançons actuellement sur le thème «avec le Parti Communiste Français, pour aider à faire réussir la gauche» est une initiative qui doit déjà contribuer à nous rendre plus visibles auprès des gens.

► Guy Texier reçoit les insignes de Chevalier dans l'Ordre du Mérite

En 48 années de militantisme syndicale et politique a été reconnues pour son volontarisme et sa conviction à Saint-Nazaire dans les chantiers navals où il était ouvrier, à l'Union locale CGT où il fut Secrétaire général puis il est Président du Groupe communiste. En tant que Secrétaire régional de la CGT il a également marqué de son empreinte l'activité qu'il a déployée. C'est donc naturellement que Guy a été honoré à la mi-novembre en recevant les insignes de Chevalier de l'Ordre du Mérite.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti, les Nouvelles de Loire-Atlantique se joignent à ses nombreux amis et camarades pour le féliciter de toutes ces années de militantisme, à l'occasion de cette remise de décoration.



C'EST NOËL ! AVEC LA SÉRIE LIMITÉE

CLIO
Extrême

3 portes 1,2 l **74 000** Frs



Super équipée :
ABS
4 air-bags
Climatisation
Radio CD avec Satellite
Double Optique
Anti-brouillard
Garantie
anti-corrosion
12 ans


RENAULT

TRIGNAC
Automobiles
ZAC de la Fontaine au Brun
TRIGNAC
Tél. 02 40 90 40 54

Centre
AUTOMOBILE DE L'ETOILE
380, route de la Côte d'Amour - Océanis
ST-NAZAIRE
Tél. 02 40 17 20 20

LE PARTI COMMUNISTE FETE SES 80 ANS

Le choix de Tours

En décembre 1920, le Parti socialiste (unifié depuis 1905) tient son Congrès à Tours. Représentant la Loire-Inférieure le Nantais René GONICHON explique le vote de sa fédération en faveur de la III^e Internationale « parce qu'elle était écœurée de la politique du Parti socialiste avant la guerre et pendant la guerre ». En fait celui qui sera peu après le premier secrétaire de la nouvelle fédération communiste (qui tient son congrès à Nantes le 6 février 1921) parle au nom des 54,1% des mandats soutenant la motion Cachin-Frossard. La « minorité » est représentée à Tours par le Nazairien François Blancho futur leader de la SFIO dans le département (et maire de St Nazaire !) C'est donc le courant révolutionnaire du Parti socialiste, convaincu par la jeune révolution russe de 1917 qui fonde la nouvelle SFIC (section française de l'Internationale communiste). La scission politique sera bientôt suivie de la scission syndicale. Celle-ci consacrera la rupture entre réformistes et révolutionnaires. Mais se débarrasser des éléments les plus modérés ne suffit pas à faire disparaître l'influence du réformisme explique fort bien Alain Bergerat dans son étude sur « le mouvement ouvrier de Loire-Inférieure devant le choix de Tours » (Les Cahiers d'histoire 1981) « Les résultats des élections législatives de 1924 le montrent bien : avec 3974 voix (soit 2,7 % des exprimés) contre 15 249 (10,3%) au PS, le Parti communiste

peut mesurer tout le travail qui lui reste à faire en Loire-Inférieure.

Qui sont donc ces partisans de la III^e Internationale, ces adhérents du jeune Parti communiste ? Pour la plupart, il s'agit de métallos professionnels des ateliers des chantiers navals nantais et nazairiens, des forges (Trignac...), usines de fabrication de véhicules et d'armements (les locomotives aux Bati-gnelles, l'armement naval à Indret)...

Dans son ouvrage « Les ouvriers communistes » (éd. L'Har-mattan, 1991) Jean Paul Molinari souligne la faiblesse de l'organisation communiste dans les années 1920 : « En 1928, il (le P.C.) compte 40 membres à Saint-Nazaire et 142 à Nantes, pour environ 200 dans toute la Loire Inférieure, quand Charles TILLON devient secrétaire de l'Union Régionale de la CGTU puis, jusqu'en 1930, secrétaire de la Région Atlantique du PCF (Loire Inférieure, Vendée et sud du Morbihan.) »

Bon nombre de militants communistes d'alors se montrent aussi antiparlementaristes que révolutionnaires. C'est l'époque de la « bolchévisation » qui contribue à l'isolement du Parti lui-même caricaturé par « l'homme au couteau entre les dents » et du fameux mot d'un ministre de l'intérieur : « le communisme, voilà l'ennemi » Mais le Parti sera le seul à lutter contre l'occupation de la Ruhr ou la guerre du Rif, forgeant là une identité pacifiste et anticolonialiste.

Quelques personnages marquent le communisme nantais et nazairien des années 1920 : le métallo Gonichon, premier responsable départemental, le montagnard Jean Crémet (qui sera secrétaire de la Fédération en 1922 puis secrétaire adjoint du Parti en 1923-1924, avant de s'enfuir quelques années plus tard en URSS et de disparaître en Chine ?), le nazairien Ernest Le Goff ou le forgeron Jules Auffret des Forges de Trignac. D'autres sont plus atypiques : Barthélémy Baraille qui vit à Saint Jean de Boiseau est un ancien de la bande à Bonnot ! Jules Grandjouan le célèbre dessinateur satirique (il est l'auteur de la plupart des affiches du PCF à l'époque) se définit comme un communiste anarchiste !

Le PCF baigne alors dans une orientation (« classe contre classe ») qui mêle inextricablement l'engagement dans les luttes et les raidissements du discours. Bientôt le feu de la répression (presque tous les membres du Comité Central sont arrêtés en juillet 1929) met à mal l'organisation : les effectifs commencent à fondre. Le Parti entre dans une phase critique.

En 1930, il ne reste plus qu'une seule cellule d'entreprise pour toute la région Atlantique et six cellules locales ! Il faudra six ans au Parti pour se redresser dans le département. Mais ceci est une autre histoire. (à suivre)

Yann VINCE

Parler d'hier pour regarder le présent afin de construire l'avenir

Première initiative d'une série prévue dans notre département, la rencontre à l'initiative du Collectif des retraités de la Fédération, de l'Amicale des vétérans et de la Fédération a réuni à Couëron une cinquantaine de personnes qui, durant la journée, ont débattu autour du 80^{ème} anniversaire du Parti Communiste Français.

Comment partir du chemin parcouru depuis ce 30 décembre 1920 pour regarder avec lucidité le présent afin de construire l'avenir. C'est la ligne directrice du débat qui s'est instauré sur les bords de la Loire, au pied de la célèbre Tour à Plomb de Couëron.

Les questionnements, les réflexions ont garni cette journée avec sérieux, volonté de pousser en profondeur ce qui a marqué la vie du Parti Communiste français.

« Si le Parti communiste venait à disparaître », déclare l'un des premiers intervenants, « il faudrait tout de suite le refaire parce qu'il est impensable que l'idée, le combat, l'acte révolutionnaire se taise en France ».

Le ton était lancé pour aborder ce que le Parti communiste a apporté à la politique française, à notre peuple durant ces 8 décennies.

Les guerres coloniales menées par la France, pas seulement l'Algérie, dont il sera beaucoup question, mais celle du Rif, l'Indochine, avec toujours cette recherche collective d'affirmer, de mieux comprendre les positions, les actions des Communistes.

La période de la Résistance fut aussi largement commentée, avec une sorte de fierté du devoir accompli mais sans orgueil, tout simplement parce que cela fait partie de la raison même d'être communiste que de se battre contre l'occupant, contre le fascisme, contre le nazisme.

Et le Parti communiste aujourd'hui ? : autre grand thème de cette journée dans une période où le Parti communiste opère sa mutation.

L'approche faite par l'un des intervenants ouvre la porte du débat à ce sujet :

« Si le Parti a décidé de se transformer aujourd'hui, regardons ce qu'il a été amené à faire depuis sa création : n'y a-t-il pas eu mutation profonde des communistes dans la période de la Résistance, entre le moment où les Communistes s'y sont investis et la Libération où ils ont participé avec de nombreux résultats au gouvernement ? ».

Il n'y a pas nostalgie du passé, cette rencontre le montre, il y a volonté de donner les moyens de mener et développer une politique audacieuse où l'homme aura toute sa place avec un Parti communiste fort et efficace.

« Je ne regrette rien de ce que j'ai fait », conclura un participant " et je me battrai jusqu'au bout de mes forces car la lutte des classes, cela existe toujours et notre pays a besoin du Parti Communiste Français ».

Yannick CHENEAU

LE PARC NATUREL RÉGIONAL DE BRIÈRE

La Brière...

En bordure de l'Océan atlantique, bordée par l'estuaire de la Loire au Sud et celui de la Vilaine au Nord, la Presqu'île Guérandaise offre une grande variété de paysages, où l'eau est omniprésente.

Au cœur de cette presqu'île, le Parc naturel régional de Brière couvre 49 000 hectares, dont 17 000 hectares de zones humides. Paysages insolites de terre et d'eau mêlés, les marais briérons constituent un véritable trésor de nature, réservoir de faune et de flore sauvage. Sur l'ensemble des zones humides situées sur le territoire du Parc, 7 000 hectares sont la copropriété des habitants des 21 communes riveraines. Cette propriété indivise tient son origine de lettres patentes de François II, Duc de Bretagne, du 6 août 1461. Par ce document, François II reconnaissait officiellement le droit de jouissance des habitants des 14 paroisses de l'époque sur cet espace.



Photo Patrick Bonnet PNR Brière

Une vie autarcique

Les habitants ont vécu en lien étroit avec leur environnement proche. Dans les marais, ils trouvaient leurs conditions de subsistance : la pêche, la chasse, l'élevage pour se nourrir, la coupe de

la tourbe pour se chauffer, la coupe du roseau... La chaumière qui constitue un élément du paysage local, s'intégrant fort bien dans l'environnement est d'ailleurs née du marais puisque le roseau pour la couverture du toit, tout comme le «mortas» (1) pour la charpente, étaient prélevés dans celui-ci. La vie sédentaire des briérons leur a permis de développer des activités artisanales, complémentaires aux activités traditionnelles sur le marais. Tisserands, potiers, chaumiers, vanniers... tous ont acquis et transmis un savoir-faire remarquable de génération en génération. Une vie en quasi autarcie s'est ainsi instaurée...

Une ouverture vers l'estuaire de la Loire

Au 20^{ème} siècle, les conditions ont cependant considérablement changé. Très tôt, le briéron a utilisé les chemins d'eau pour se déplacer. Sur le marais d'abord avec ses chalands et ses blins, mais aussi hors Brière, sur le Brivet et la Loire, voire la mer, pour commercialiser les produits qu'il puisait du marais (roseau, tourbe, noir) avec des embarcations de plus grande taille. La marine en bois du Brivet avait engendré les premiers chantiers navals de Guersac mais, petit à petit, la construction navale s'est déplacée vers l'estuaire.

Après 30 ans d'actions, objectif 2010

La régression progressive des principales activités traditionnelles sur le marais, l'aspiration des habitants vers d'autres types de constructions, les pressions d'urbanisme puis plus récemment les pressions d'ordre touristique constituaient des menaces pour l'identité du territoire. Ces difficultés ne sont pas étrangères

au classement du territoire en Parc naturel régional en 1970.

Créé parmi les tous premiers en France, le Parc naturel régional de Brière œuvre depuis 30 ans pour concilier le nécessaire développement économique à l'indispensable protection du patrimoine. C'est un territoire peuplé où l'homme et la nature doivent continuer à vivre en bonne entente.



Photo PNR Brière

Soucieux de conserver au territoire ses richesses biologiques et paysagères et de préserver l'architecture briéronne, le Parc s'appuie sur le patrimoine briéron pour s'efforcer de développer des activités économiques, pédagogiques touristiques et culturelles.

En l'an 2000, le Parc fête ses 30 ans, et prépare une nouvelle charte, qui comporte un programme d'actions pour les 10 années à venir, assorti d'un plan du territoire qui esquisse ce que les responsables locaux veulent faire de cet espace à l'avenir.

En cette année charnière, gage d'espoir, le Parc, après 30 ans d'actions, prend donc un nouveau départ pour permettre aux habitants de continuer à vivre au pays dans un environnement de qualité et sauvegardé.

(1) mortas : arbre minéralisé qui a séjourné pendant près de 5 000 ans dans la tourbe.

Des élus soucieux de la démocratie locale

A quelques mois des élections municipales et cantonales, les élus communistes et républicains ont tenu l'Assemblée Générale de leur association départementale le 1er décembre 2000 à Nantes.

Marc Justy, Président de l'A.D.E.C.R., dans son rapport préliminaire, a développé et insisté sur les défis qui attendaient les élus dans les prochaines années sur entre autres, la mise en place des 35 heures, sur la pérennisation des emplois jeunes, sur les conséquences du rapport de la mission Mauroy et sur les finances locales et la fiscalité.

A partir de ses éléments, un débat vif, voire passionné s'est engagé dans la salle qui a pris en compte aussi,

les propositions du sommet de la gauche plurielle du 7 novembre 2000. Beaucoup d'interven-

la démocratie locale. Jean-Louis Le Corre, Maire de Trignac et Conseiller général rap-



tions, de questions ont soulevé le problème de

vigilant sur le rapport Mauroy car on va vider

les communes de leur démocratie locale et on va écarter les citoyens des décisions qui les concernent...

D'autres questions ont soulevé le problème de la désignation de l'élection aux structures intercommunales.

Claude Constant, Maire adjoint de Nantes a tenu à rappeler «on s'est battu sur l'intercommunalité... Cette loi existe et s'impose à nous... Mais il est important aujourd'hui de garder la désignation des délégués aux structures intercommunales au sein des conseils municipaux...»

Certes, cette rencontre n'a pas conclu le débat sur la démocratie locale mais elle a permis de soulever des questions essentielles.

Essentielles comme l'avenir des emplois

jeunes au sein des communes, des associations. Beaucoup de questions récurrentes ont tourné autour du futur statut des emplois jeunes dans la fonction territoriale, sur le financement futur des emplois jeunes au sein des associations, sur comment en fin de compte on allait pérenniser le poste d'emploi jeune mais aussi permettre aux jeunes de trouver un emploi voire de conserver son poste. Cette réunion s'est conclue par un échange sur la préparation des élections municipales, Jean-René Teillant rap-

Deux rencontres avec le Monde Agricole

15 décembre à Missillac :

«Pourquoi la crise que connaît aujourd'hui le monde agricole»

Julien BERTAU (secrétaire national de la Confédération Paysanne) nous a développé l'analyse de la Confédération Paysanne : la crise de la vache folle nous oblige à essayer de mieux comprendre le problème de l'agriculture française en cette fin de siècle. Depuis 40 ans, le développement et la modernisation du monde agricole sont indéniables et ont permis de redonner une certaine noblesse à la profession.

De la loi PISANI à la Politique Agricole Commune (P.A.C.) décidée à Bruxelles, que de projets de lois mis en place pour en arriver à cette crise qui n'est que l'aboutissement d'un système de production qui n'a pas su s'arrêter : produire toujours plus pour nourrir la société, mais participer aussi à nourrir le monde. La politique agricole a souvent contraint les agriculteurs à passer d'une production traditionnelle de type familial à une production industrialisée - intensive - avec la mise en œuvre de processus techniques performants pour plus de rendement.

Dans le même temps, le coût de l'alimentation dans le budget des ménages n'a cessé de chuter. De 40 % il est passé à 15 %. Et sur les 15 % du panier de la ménagère, il n'y a que 5 % du produit agricole.

Cette politique agricole menée pour une production effrénée, cette situation économiques remettant en cause les revenus des producteurs - tout cela a des conséquences :

● **conséquences sociales** : disparition de milliers d'exploitations (plus de 2 millions d'exploitations il y a 40 ans. Il n'en reste que 650 000 aujourd'hui). Depuis 3 ans, on enregistre une baisse de 15 % d'emplois dans l'agriculture.

● **conséquences environnementales** : concentrations des productions avec des exploitations toujours plus grandes nécessitant un investissement mécanique toujours plus important

● désertification des campagnes
● terres en jachères
● utilisation massive d'engrais, de nitrates, entraînant des nappes souterraines

● alimentation des animaux avec des farines carnées

● semences génétiquement modifiées (OGM)

● traitements phytosanitaires polluant les nappes souterraines

L'E.S.B. est le résultat de la politique libérale de Mme Thatcher pour réduire les coûts de production des farines - on réduisait le temps de cuisson des déchets des animaux.

Aujourd'hui c'est la crise d'un système agricole : on a voulu faire de l'Agriculture comme on fait des machines à laver. Ce système, il faut le changer - et non l'adapter - Si certains préconisent l'agriculture raisonnée, c'est du trompe l'œil - pour moi, c'est polluer moins pour polluer plus longtemps - et continuer à mettre en cause la sécurité alimentaire.

La Confédération Paysanne pense que l'on peut produire autrement et qu'il faut changer la P.A.C. Elle fait circuler une pétition «Plus Jamais ça» : faire autrement - développer la qualité - satisfaire le consommateur en lui assurant toute sécurité.



Questions

1 - Que pensez-vous des mesures gouvernementales ?

J.B. : Il y a longtemps que la Confédération Paysanne demande la suppression des farines animales et leur importation. Elle a même engagé des poursuites judiciaires à l'encontre de négociants frauduleux. Le dépistage systématique est peut-être nécessaire mais engendre un coût. Le retrait de la chaîne alimentaire des bovins non testés et de plus de 30 mois risque de menacer les éleveurs les plus fragilisés et qui, souvent, sont ceux qui font la meilleure qualité.

2 - Bruxelles décide la Politique Agricole. Que peuvent faire les paysans français ?

J.B. : Il faut changer la P.A.C. C'est un choix de société. Il faut une réaction citoyenne des producteurs mais aussi des consommateurs pour sortir de cette crise. Il y a une nécessité de changer les mentalités. C'est le sens de notre pétition "PLUS JAMAIS CA"

3 - La pluralité syndicale n'est-elle pas un handicap, surtout avec le point de vue de la F.N.S.E.A. ?

J.B. : Non. Si la pluralité syndicale est reconnue. La Confédération Paysanne a apprécié le ministre Le Pinsec qui a su tenir compte des différences syndicales. Avec Glavany, les choses ne se passent pas de la même façon. Son ministère ne semble pas tenir compte des analyses syndicales différentes.

La FNSEA est certainement le syndicat le plus important mais entre les mains des gros céréaliers et des producteurs des engrais - et comme chacun sait - leurs objectifs ne sont pas ceux des consommateurs, mais produire plus aux moindres coûts. Il y a des limites, et elles ont été dépassées.

Le MODEF est très proche de nos positions. Je souhaite qu'il nous rejoigne - parce que sa représentativité est assez réduite aujourd'hui dans les chambres d'agriculture.

4 - La Confédération Paysanne a pris son essor avec la personnalité de José BOVE.

J.B. : La Confédération Paysanne n'est pas seulement un mouvement syndical, elle est dans le mouvement social. La direction de la Confédération Paysanne est collégiale, dont José BOVE est membre, comme les autres.

5 - Les relations de la Confédération avec le Parti communiste n'ont pas toujours été faciles ?

J.B. : Nous avons des relations avec le P.C.F. comme avec les autres formations politiques. José BOVE a participé à la Fête de l'Huma. Aujourd'hui, ça évolue. On aurait pu prolonger cet entretien. Reste la question pour nous communistes : quelle suite allons-nous pouvoir donner ?

Michel GUILLET

16 décembre à St Gildas des Bois avec des éleveurs bovins

5 militants communistes de la cellule de Pontchâteau sont allés à la rencontre de producteurs de viande bovine de la région de ST-GILDAS DES BOIS à l'occasion d'une porte ouverte à la ferme Houis le 16 décembre.

Touchés de plein fouet par la crise liée à l'E.S.B. et par la chute de consommation de viande bovine, blessés dans leur dignité, des producteurs-agriculteurs s'organisent pour relever le défi et regagner la confiance des consommateurs. Autour d'eux s'est créé un COMITE DE

CRISE avec syndicats, chambre d'agriculture, négociants et groupements... Ce comité organise des portes ouvertes à la ferme pour montrer aux consommateurs comment est produite la viande.

Les militants du PCF ont tout de suite engagé le dialogue avec les producteurs : sur l'alimentation du bétail, l'utilisation des engrais, la traçabilité des cheptels et de la viande. Ils ont porté le débat sur le terrain politique à partir des mesures gouvernementales : indemnités, test systématique de dépistage de l'ESB, pro-

blèmes d'installation des jeunes, etc...

Ce contact semble avoir été apprécié des producteurs qui se disent plus victimes que coupables dans cette crise agricole.

Les communistes regrettent de ne pas avoir eu des exemplaires du journal «LA TERRE», l'occasion leur étant donnée de le faire connaître aux producteurs et agriculteurs.

Ces deux rencontres ont été fort intéressantes, mais nous invitent à donner une suite. Affaire à suivre.